

QUELLES MESURES DOUANIERES FACE A LA CRISE SANITAIRE AU MAROC ?

SDAIRI Imane¹, CHAMI Mustapha²

¹ Doctorante au laboratoire des études en Finance, Comptabilité, Gestion et Système d'informations et Aide à la décision (LEFCG-SIAD)-ENCG Settat-Université Hassan 1er – Maroc

i.sdairi@gmail.com

² Professeur chercheur- Laboratoire des études en Finance, Comptabilité, Gestion et Système d'informations et Aide à la décision (LEFCG-SIAD)-ENCG Settat-Université Hassan 1er – Maroc

mostapha.chami@gmail.com

Article soumissionné le 07/11/2021; accepté le 15/02/2022 ; publié le 01/09/2022

Résumé — En 2020, le monde entier a été frappé par une épidémie, une année au cours de laquelle l'activité économique s'est diminuée brutalement et même totalement gelée pour plusieurs secteurs.

Face à cette situation inédite et afin d'accompagner les entreprises qui se sont très vite retrouvées en difficulté, la Douane Marocaine était obligée d'une part à prendre plusieurs mesures exceptionnelles visant à soulager leur trésorerie et d'autre part pour aider à la reprise de l'activité économique nationale en préservant les recettes de l'état.

En examinant les répercussions de la pandémie covid-19 sur les entreprises marocaines en matière de fiscalité douanière, l'objectif du présent article est d'analyser le rôle de la politique fiscale douanière en matière de réponse à la crise du coronavirus. Il est abordé en mesurant l'impact de la qualité des allègements douaniers, adoptés par la douane marocaine, en réponse à cette crise sur les attentes des opérateurs économiques.

À cet effet, une étude quantitative est menée auprès des opérateurs qui ont bénéficié de ces allègements. La méthode de collecte des données adoptée est le questionnaire. En se basant sur différents types de questions qui sont issues de la revue de littérature.

Suite aux résultats obtenus, les opérateurs interrogés sont conscients de l'importance de ces facilités sur leurs trésoreries.

Mots-clés — pandémie covid 19 - opérateurs économiques - fiscalité douanière – recettes fiscales douanières

Abstract—In 2020, the whole world was hit by an epidemic, a year during which economic activity decreased sharply and even froze completely for several sectors.

Faced with this unprecedented situation and in order to accompany the companies that very quickly found themselves in difficulty, Moroccan Customs was obliged on the one hand to take several exceptional measures to relieve their cash flow and on the other hand to help the recovery of the national economic activity by preserving the state's revenues.

By examining the impact of the covid-19 pandemic on Moroccan companies in terms of customs taxation, the objective of this article is to analyse the role of customs tax policy in responding to the coronavirus crisis. It is approached by measuring the impact of the quality of the tax breaks, adopted by the Moroccan customs, in response to this crisis on the expectations of economic operators.

To this end, a quantitative study is conducted among operators who have benefited from these reliefs. The data collection method adopted is the questionnaire. Based on different types of questions that are derived from the literature review.

According to the results obtained, the operators interviewed are aware of the importance of these facilities on their treasuries.

Keywords —covid 19 pandemic - economic operators - customs taxation - customs tax revenues

INTRODUCTION

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a déclaré la maladie du Coronavirus (COVID-19) une pandémie, ayant déclenché le 3ème et le plus grand choc économique, financier et social du 21ème siècle, après le 11 septembre 2001 et La crise de subprime en 2008.

Le Maroc n'a pas connu une situation identique depuis plus de 20 ans. Aujourd'hui, nous sommes devant une récession inévitable qui aura certainement des impacts sur l'augmentation du chômage, la baisse du niveau de consommation, de l'activité et des recettes de l'état.

Les secteurs les plus touchés par la crise sanitaire sont le commerce et les services aux entreprises. En ajoutant aussi les secteurs de l'industrie, du BTP, de la communication et de l'évènementiel, de l'agriculture, du tourisme et de l'artisanat.

Les retentissements de la pandémie de la Covid-19 se sont fait sentir en matière de recettes douanières suite à l'arrêt de l'activité pour la plupart des secteurs économiques, en particulier ceux qui importent et exportent le plus. Par conséquent, la Douane a recouvré **91 milliards de DH** de recettes, en baisse de 10% (-9,7 MMDH) par rapport à 2019. « Un exploit dans un contexte économique et fiscal difficile », selon l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (l'ADII).

En tant que partenaire important des opérateurs économiques et acteur clé dans le monde des affaires et du commerce, la douane est encouragée à fluidifier le passage et à accélérer le mouvement des biens essentiels et de secours et à assurer la stabilité et la continuité de la chaîne logistique afin de minimiser l'impact de la crise sanitaire sur l'économie nationale.

Face à cette situation inédite, L'ADII a mis en place des mesures exceptionnelles d'une manière rapide et efficace, afin d'accompagner les entreprises qui se sont très vite retrouvées en difficulté. Il est attendu que les mesures qui ont été lancées depuis le début de la crise sanitaire permettraient d'éviter la faillite de plusieurs entreprises, à travers le recourt à la dématérialisation des déclarations et l'introduction de la digitalisation et des nouvelles technologies dans les contrôles douaniers.

Cela nous pousse à mener une réflexion et de poser la problématique suivante : Quelle est l'importance des mesures douanières mises en place par l'ADII pour faire face à cette crise sanitaire ?

Afin d'apporter des éléments de réponse à cette problématique, ce travail sera organisé de la manière suivante : la première partie sera consacrée aux interprétations sur l'effet de la pandémie du covid-19 sur l'économie nationale en se focalisant sur l'activité douanière. Dans la deuxième partie, nous allons mettre la lumière sur les différentes actions et mesures mises en place par l'ADII pour soutenir les entreprises marocaines. A cet effet, nous avons conçu un questionnaire adressé aux opérateurs qui ont bénéficié de ces allègements afin d'évaluer l'efficacité de ces mesures pour faire face à cette situation exceptionnelle, ainsi qu'apprécier le niveau d'intervention de l'ADII dans l'amélioration de la qualité des services offerts précisément celles liées à l'assouplissement fiscal et aux délais de dédouanement durant la crise sanitaire.

I. LES EFFETS DE L'EPIDEMIE DE COVID-19 SUR L'ECONOMIE NATIONALE :

Face à la propagation de la pandémie du Covid-19, le gouvernement marocain s'est trouvé dans l'obligation d'instaurer des mesures de confinement strictes qui ont emmené à une quasi-stagnation de l'économie nationale.

En effet, une telle décision a impacté fortement le dynamisme de création de richesses au sein du pays, résultat de la paralysie de plusieurs secteurs d'activité, la perturbation des chaînes de valeurs des entreprises et sur la collecte des recettes fiscales.

D'où notre intérêt d'étudier l'impact du Covid-19 sur les entreprises marocaines et sur l'activité douanières en particulier. Pour ce faire, on va procéder à analyser l'activité économique des entreprises durant cette période et son résultat sur l'activité douanière.

1. L'EFFET DE LA PANDEMIE SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE :

a. L'IMPACT DE LA CRISE SUR PIB¹

Dans son rapport de 2019, Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration prévoyait une forte amélioration en termes de PIB réel grâce aux revenus de productivité des secteurs compétitifs issus des investissements en infrastructures.

En effet, le Ministère estimait que le taux de croissance pouvait atteindre 3,7 % en 2020 et 3,9 % en 2021, contre juste un taux de 2,5 % réalisé en 2019.

Des prévisions freinées malheureusement par les effets de la crise sanitaire, du confinement étalé sur une période de 90 jours, ainsi que des mesures sociales, fiscales et financières de soutien aux entreprises et aux ménages pour y faire face.

¹-Le produit intérieur brut (PIB) est le résultat synthétique de l'activité nationale de production. Il représente la richesse créée au cours de la période considérée sur le territoire économique du pays.

Prenant en compte tous ses facteurs, les projections du Fonds monétaire international (FMI)² ont établi que le taux de croissance du PIB durant l'année 2020 est à $-6,97\%$, tandis qu'un retour à la croissance sera constaté dès 2021 avec une hausse du PIB de $4,92\%$ ³.

Pour avoir une vision plus claire, on peut remarquer à travers le graphique, ci-dessous, représentant l'évolution annuelle du PIB national durant ces dix dernières années :



Figure. 1 L'évolution annuelle du PIB au Maroc (%)

* : Les prévisions du fond monétaire international

Source: IMF, World economic Outlook (October 2020)

b. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES ENTREPRISES MAROCAINES PAR LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITES :

Selon les enquêtes menées par la CGEM et le HCP durant le deuxième trimestre de 2020, le confinement s'est défini par des arrêts temporaires ou définitifs pour près de six entreprises sur dix et une activité diminuée pour un cinquième des entreprises.

Sur 249 000 entreprises formelles, les entreprises ayant maintenu leur activité étaient au nombre de 107 123, et les arrêts d'activité temporaires avaient concerné 135 000 entreprises. Les arrêts d'activité définitifs avaient concerné 6 300 unités, dont 4 536 très petites entreprises, 1 638 petite ou moyenne entreprise et 126 grandes entreprises⁴.

2. L'EFFET DE LA PANDEMIE SUR L'ACTIVITE DOUANIÈRE :

De son côté, l'activité douanière a été impacté par la diminution des recettes générées par la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à l'importation et les droits de douane, affecté aussi bien par le recul du volume des importations que par la tendance baissière des prix des produits pétroliers importés, auraient accusé en 2020 de fortes chutes.

De même, les recettes tirées de la taxe intérieure de consommation (TIC) auraient aussi enregistré une baisse de près de $9,5\%$ en 2020⁵, due notamment au recul des recettes de la TIC

² FMI, World Economic Outlook, 2020.

³ Viviane Laure MAMNO WAFO et all., « Impact de la crise Covid-19 sur l'emploi et les TPME », Note d'orientation politique, (2021), https://www.ilo.org/emppolicy/pubs/WCMS_798699/lang--fr/index.htm.pdf, consulté le 15/09/2021.

⁴ Viviane Laure MAMNO WAFO et all., « Impact de la crise Covid-19 sur l'emploi et les TPME », Note d'orientation politique, (2021), https://www.ilo.org/emppolicy/pubs/WCMS_798699/lang--fr/index.htm.pdf, consulté le 15/09/2021.

⁵ Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.

des produits énergétiques, impactées par le repli de la consommation des produits énergétiques.

Non seulement ses indicateurs ont été touchés par la crise mais d'autres tels que :

a. *COMMERCE EXTERIEUR :*

Pendant ses six dernières années, l'année 2020 a été marquée par une augmentation du déficit commercial qui s'est réduit de 0.2% en 2019 à 23%.

Une aggravation expliquée par la baisse cumulée des importations du commerce des biens jugée plus importante que celle des exportations (voir tableau 01).

Ainsi, les importations ont atteint 422 milliards de dirhams et accusent une baisse de 14%. A l'exception des produits alimentaires qui ont progressé de 16% soit + 7,5 milliards de dirhams, tous les groupes de produits ont enregistré une baisse.

Concernant les exportations ont également baissé (-7,5%), atteignant 263,2 milliards de dirhams. Cette baisse concerne principalement les secteurs de l'automobile, du textile et du cuir et de l'aéronautique⁶.

Une reprise progressive de certaines branches d'activités a été constatée à partir de juillet de la même année.

Tableau. 1 Déficit commercial sur les six dernières années

(en MMDH)	2015	2016	2017	2018	2019*	2020**
Importations CAF	372,2	410,6	438,1	481,4	491,0	421,9
► Evolution en %	-4,9%	10,3%	6,7%	9,9%	2,0%	-14,1%
Exportations FAB	218,0	225,7	248,8	275,4	284,5	263,2
► Evolution en %	8,6%	3,5%	10,2%	10,7%	3,3%	-7,5%
Déficit commercial	154,2	184,9	189,2	206,0	206,5	158,7
► Evolution en %	-19,1%	19,9%	2,4%	8,8%	0,2%	-23,1%
► En % PIB	15,7%	18,2%	17,6%	18,4%	17,9%	14,6%
TAUX DE COUVERTURE	58,6%	55,0%	56,8%	57,2%	57,9%	62,4%
TAUX DE COUVERTURE HORS ÉNERGIE	70,3%	62,7%	66,9%	68,2%	67,6%	70,4%

* Données actualisées

** Données provisoires

Source : Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.

b. *NOMBRE DES DECLARATIONS UNIQUES DE MARCHANDISES (DUM) ENREGISTREES :*

Sur le plan Mondial qui connaissait une baisse du commerce extérieur, le nombre total de DUM enregistrés, tous régimes confondus, a baissé en 2020 de 11% par rapport à 2019.

Avec une contribution de 68%, les DUMs d'importation affichent une baisse de 12%. A l'export, la baisse est de 8%⁷ (voir tableau 02).

⁶ Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII

⁷ Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII

Tableau. 2 Nombre de déclarations⁸ par famille de régimes douaniers sur les cinq dernières années

	2016	2017	2018	2019	2020*	Var 19/20
NOMBRE DE DUM À L'IMPORT, 659 427	692	736 873	776 156	684	-12%	
DONT	694			435		
▸ Importation simple	457 096	475 783	500 237	525 122	469 141	-11%
▸ Importations sous RED	131 941	136 315	145 886	146 365	119 384	-18%
▸ Transit à l'import	66 273	74 657	82 985	95 710	87 678	-8%
▸ Réimportations RED	3 691	5 531	7 354	8 580	7 921	-8%
▸ Transit intérieur	426	408	411	379	311	-18%
NOMBRE DE DUM À L'EXPORT, 246 307	273 577	291 318	308	282	-8%	
DONT				334	699	
▸ Exportations simples	109 532	127 866	141 039	153 316	145 664	-5%
▸ Exportations en suite de RED	136 775	145 711	150 279	155 018	137 035	-12%
NOMBRE DE DUM DES RÉGIMES INTERNES, 40 066	40 380	41 395	43 409	40 375	-7%	
DONT						
▸ Cession	31 601	31 598	32 552	34 390	32 127	-7%
▸ Mises à la consommation en suite de RED	3 896	3 856	3 905	4 111	4 203	2%
▸ Transbordement	1 369	1 553	1 607	1 616	1 647	2%
▸ Impôts Indirects (TIC)	1 320	1 346	1 265	1 269	1 104	-13%
▸ Autres	1 880	2 027	2 066	2 023	1 294	-36%
NOMBRE TOTAL DE DUM	945 800	1 006 1	1 069	1 271	1 007	-11%
		651	586	899	509	

* Données provisoires

Source : Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.

Par famille de régimes, les DUM enregistrés sous Régimes Economiques en Douane (RED) affichent la baisse la plus significative (-15 %). Cette baisse a été plus importante pour les importations (-18%) que pour les exportations (-12%). La même tendance a d'ailleurs été observée pour le cas des régimes simples, où le taux de baisse est de 11 % pour les importations et de 5 % pour les exportations⁹.

c. LES RECETTES DOUANIERES :

Malgré la baisse des revenus douaniers durant l'exercice de 2020 avec 9,7 milliards de dirhams de moins par rapport à l'exercice de 2019, soit une baisse de 10% principalement due à la baisse des importations dans un contexte de récession mondiale provoquée par la pandémie de COVID-19, les recettes douanières restent très importantes.

⁸ Données rectifiées : Comprend toutes les DUMs enregistrées dans le système BADR pour l'ensemble des régimes douaniers (import, export et interne). Toutes les déclarations provisionnelles sont comptabilisées, qu'elles soient régularisées ou non.

⁹ Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII

En effet, elles ont dépassé les prévisions de la loi de finances rectificative pour s'élever à 91,3 milliards de DH, soit un taux de réalisation de 107,2%¹⁰(voir Figure 02).

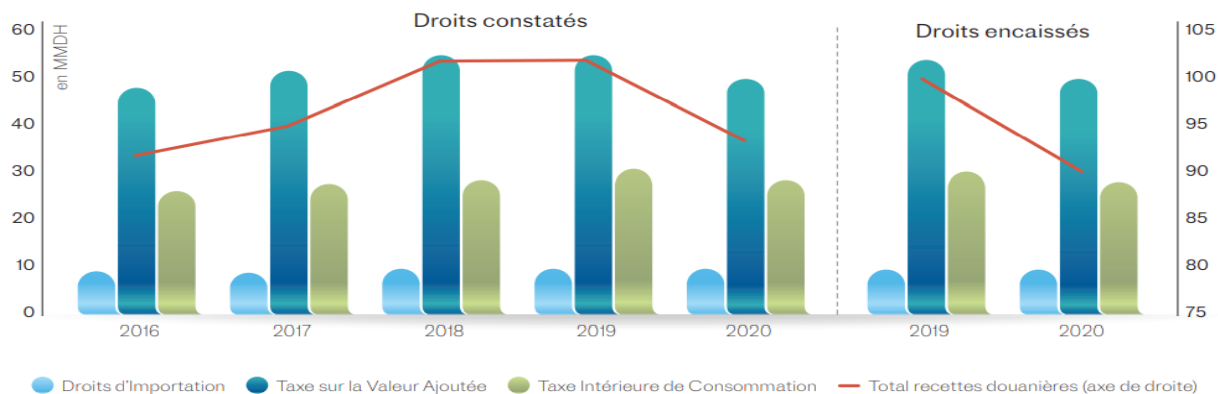


Figure. 2 Évolution des recettes douanières au cours des cinq dernières années

Source : Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.

Comme constaté dans le graphique ci-dessous, Seule la TVA a constitué 57% du montant total des recettes budgétaires, suivie de la TIC avec une part de 32% et du DI à 11%(voir Figure 03).

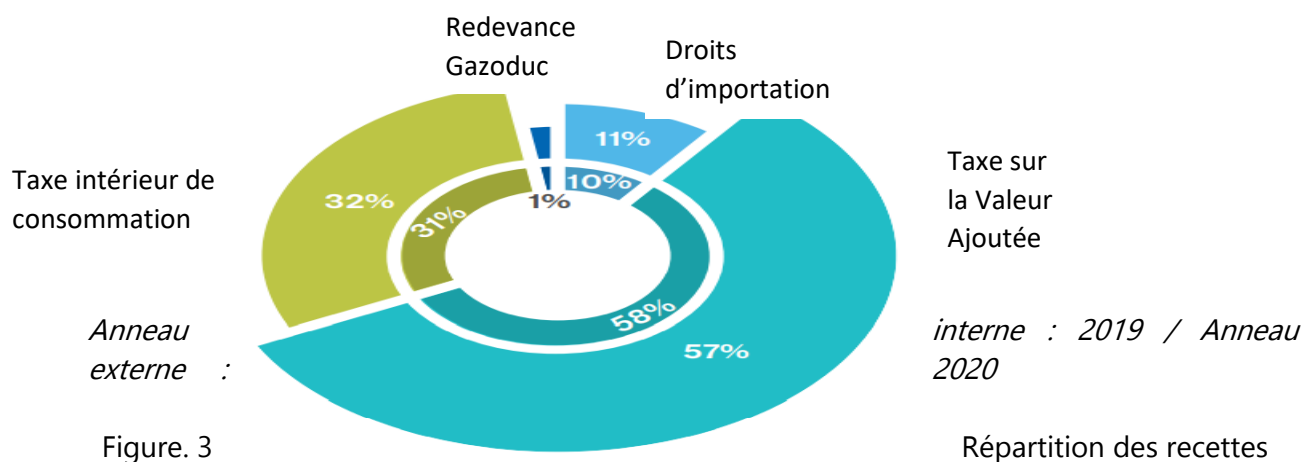


Figure. 3

Répartition des recettes budgétaire par rubrique

Source : Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.

Pour ce qui concerne les Droits d'importation, Les recettes ont diminué de 2,4%, en raison de la baisse des importations en mises à la consommation de 11,6% au cours de l'année 2020. Tandis que les recettes de la TVA ont baissé de 12,6%, atteignant 49 Milliards de DH contre 56 Milliards de DH en 2019.

Pour la Taxe Intérieure de Consommation, elle a régressé de 8,4% par rapport à l'année 2019 compte tenu de la baisse de la quasi-totalité des rubriques de cette taxe. (Voir tableau 03)

Tableau. 3 Évolution des recettes douanières par rubrique sur les cinq dernières années

¹⁰ Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII

RUBRIQUES (En MMDH)	2016	2017	Droits constatés		202	Var en	Droits encaissés		Var en
			2018	2019	10	%	2019	2020	%
Droits d'importation (DI)	9,1	8,6	9,5	9,6	9,3	-2	9,4	9,2	-2
Taxes Intérieures	26,1	27,4	28,3	29,9	27,4	-8	29,4	26,9	-8
Consommation (TIC) dont :					4				
▶ TIC sur les produits énergétiques	15,2	15,7	15,7	16,6	14,4	-13	16,3	13,9	-15
▶ TIC sur les tabacs manufacturés	9,3	9,9	10,8	11,3	11,0	-3	11,2	11,1	-1
▶ TIC sur les autres produits	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0	0	1,9	1,9	1
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dont :	47,9	51,4	54,7	56,1	49,0	-13	54,4	48,6	-11
▶ TVA sur les produits énergétiques	7,1	8,5	9,9	9,8	7,3	-25	9,6	7,2	-25
▶ TVA sur les autres produits	40,8	42,9	44,8	46,3	41,7	-10	44,8	41,4	-7%
Redevance Gazoduc	1,0	1,0	1,5	1,0	0,5	-55	1,0	0,5	-55
TOTAL DES RECETTES BUDGÉTAIRES	84,3	88,8	94,5	97,1	86,6	-11	94,6	85,6	-10
Recettes affectées aux comptes spéciaux de trésor	5,3	5,3	5,6	5,9	5,2	-12	5,7	5,1	-12
Recettes transférées à d'autres organismes	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	-5	0,7	0,7	-4
TOTAL DES RECETTES DOUANIÈRES	90,2	94,7	100,8	103,7	92,5	-11	101,1	91,3	-10

Source : Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.

II. MESURES DOUANIÈRES MISES EN PLACE PAR L'ADII SUITE LA CRISE SANITAIRE :

Pour absorber l'impact du Covid19 sur les entreprises marocaines et comme son habitude, la douane n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir les entreprises en activité, accorder des facilités fluidifier le passage de leurs marchandises et garantir la bonne marche de leurs opérations à travers l'octroi des mesures leur permettant de faire face au contexte économique singulier de l'année 2020.

1. ALLEGEMENT DES MESURES NON TARIFAIRE¹¹ :

❖ Le paiement électronique des créances douanières :

En 2020, la crise sanitaire a poussé les opérateurs économiques à opter pour le paiement électronique. Dans l'objectif d'encourager l'utilisation de ce service ; la douane a généralisé le paiement électronique à toutes ces créances douanières ainsi l'assouplissement de la procédure d'adhésion à ce service ce qui explique la hausse spectaculaire du taux de perception des recettes douanières par voie électronique de 95 % en 2020 contre 12 % l'année précédente.

¹¹ "Alan, Deardorff et Stern (1997) définissent les mesures non tarifaires comme toute barrières commerciales qui fausse le commerce et qui n'est pas un droit de douane". Khouilid, M. et Echaoui, A. « Comparaison de l'impact des mesures non tarifaires et des tarifs douaniers appliqués aux exportations marocaines : Les enseignements d'un modèle de gravité », Revue "Repères et Perspectives Economiques" [En ligne], Vol.3, N° 2 / 2 ème semestre 2019, mis en ligne le 12 juillet 2019.

- ❖ La mise en place de mesures d'assouplissement pour la régularisation des comptes souscrits sous un régime économique en douane (RED) :

Plusieurs exportateurs marocains ont été obligés de réduire ou d'arrêter leur activité, ce qui s'est traduit par une accumulation de marchandises placés sous RED. Par conséquent la douane a mis en place des mesures d'assouplissements :

- ✓ Une prorogation du délai de validité des comptes souscrits sous RED ;
- ✓ Des facilités pour régulariser les comptes souscrits sous les régimes économiques de l'admission temporaire pour perfectionnement actif, de l'entrepôt industriel franc, de l'admission temporaire et de l'entrepôt privé particulier. Dans ce sens, il a été décidé d'introduire un abattement important en
- ✓ termes d'amendes et d'intérêts de retard pour apurer ces comptes par l'exportation ou la mise à la consommation¹².
- ❖ De nouvelles avancées en matière de digitalisation du circuit de dédouanement :
La dématérialisation des déclarations et l'introduction de la digitalisation et des nouvelles technologies dans les contrôles douaniers se sont avérées des choix nécessaires durant la période de la crise sanitaire. Dans ce cadre, la Douane n'a cessé de faire évoluer ce chantier tel que la dématérialisation des documents nécessaires au dédouanement.
- ✓ *Dématérialisation du Bon A Délivrer (BAD)*
La Douane a mis en place en 2020, un circuit d'échange du Bon à délivrer électronique au lieu d'être délivré sur support papier. Cet outil digital est fruit d'une collaboration entre la Douane et ses partenaires notamment (l'Agence Nationale des Ports, Portnet, etc.). L'objectif de cette nouvelle mesure est de réduire le délai de dédouanement ainsi améliorer les indicateurs de performance de l'écosystème du commerce transfrontalier.
- ✓ *Dématérialisation du certificat de décharge(CD)*
L'ADII a procédé à la digitalisation des certificats de décharge des comptes sous RED, ce service permet à la banque de recevoir des certificats de décharge (total ou partiel) électronique pour libérer la caution à hauteur de la valeur déchargée.
- ❖ Autres mesures de dématérialisations pour optimiser le délai de dédouanement :
- ✓ L'informatisation du processus de demandes d'arbitrage en matière de valeur et parallèlement à la décentralisation de leur traitement au niveau des services opérationnels compétents ;
- ✓ L'acceptation des procurations, communiquées par voie électronique sans légalisation des signatures, des copies électroniques des certificats EUR.1 et EUR-MED prévus dans le cadre de l'Accord Maroc – UE ;
- ✓ La délivrance aux exportateurs des certificats d'origine sous format électronique.
- ✓ Suppression de l'obligation de télécharger les autorisations délivrées par l'Office National de Sécurité Sanitaire des produits Alimentaires (ONSSA) et se basé sur les résultats de contrôle parvenus électroniquement sur le système BADR.
- ✓ La Dématérialisation demandes de franchises douanières (DFD) formulées via le « Portnet ».

¹² Selon la circulaire 6087/313 publiée par l'ADII

- ❖ Le lancement d'une nouvelle plateforme digitale - Diw@nati - :
Diw@nati ou la Douane à portée de clic est une plateforme digitale destinée aux chefs d'entreprises ; cette nouvelle prestation digitale offre une vue d'ensemble sur les principaux aspects de l'activité douanière de l'opérateur (créances, délai de dédouanement, etc.), et permet un suivi au quotidien et en temps réel d'un ensemble d'indicateurs de gestion et de performance (délivrance de mainlevée, émission d'une quittance de paiement, etc.).
- ❖ Mesures pour faciliter le dédouanement :
 - ✓ *Une nouvelle forme de déclaration simplifiée*
L'ADII autorise le dédouanement de marchandises sous couvert d'une déclaration simplifiée, portant les renseignements nécessaires à l'identification des marchandises et son régime douanier. Elle permet l'enlèvement des marchandises à charge pour le déclarant et de présenter par la suite une déclaration complémentaire.
 - ✓ *La main levée à domicile généralisée aux opérations réalisées au comptant*
Dans le cadre d'assouplissement des formalités liées au processus d'enlèvement et la sortie des marchandises des enceintes douanières, la douane permet l'édition de la mainlevée à domicile au profit des opérations souscrites au comptant.
 - ✓ *Généralisation du crédit d'enlèvement national*
Cette facilité offre aux entreprises importatrices bénéficiant du crédit d'enlèvement national l'habileté à engager sur ce même crédit, des opérations effectuées auprès de tous les bureaux douaniers du Royaume, ainsi la possibilité à modifier le montant de leurs crédits auprès de n'importe quel bureau douanier.
- ❖ Autres mesures pour accompagner les entreprises
 - ✓ L'accélération de l'instruction des dossiers de remboursement des droits et taxes au profit des entreprises ;
 - ✓ La suspension des actes de recouvrement forcé et des poursuites judiciaires des affaires non pénales ;
 - ✓ La suspension des délais concernant les actes administratifs qui ne peuvent être effectués de manière dématérialisée ;
 - ✓ L'amélioration de la qualité de service par le recours au digital (l'accueil électronique augmenté de 253% en 2020 par rapport à l'année précédente).

2. ALLEGEMENT DES MESURES TARIFAIRE :

L'ADII a mobilisé un ensemble de mécanismes et mis en place des mesures adoptées par la Loi de Finances 2020, précisément en matière de la fiscalité douanière, afin de soutenir les entreprises notamment en période de la crise sanitaire, et de stimuler la production nationale.

- ✓ *Suspension provisoire du droit d'importation*
Afin d'éviter tout impact négatif sur le prix du blé tendre et ses dérivés sur le marché national et partant l'activité des opérateurs du secteur, la suspension de la perception du droit d'importation qui leur est appliqué a été prolongée à deux reprises, afin de couvrir toute l'année 2020, Dans l'objectif de garantir l'approvisionnement du pays en ces produits notamment en période de pandémie. Et pour le même objectif cette mesure a été adoptée aussi pour les importations du blé dur, des pois chiches, lentilles, fèves.

✓ *Réduction du droit d'importation*

La diminution du droit d'importation pour certains intrants afin de réduire le coût de leur approvisionnement et encourager la compétitivité des productions locales face aux importations. Cette mesure vient pour soutenir certaines industries en plein essor notamment celles des pièces de rechange automobiles et accessoires de véhicules.

III. LES MESURES DOUANIERES AUX REGARDS DES OPERATEURS ECONOMIQUES :

Cette partie présente le résultat d'une enquête effectuée auprès des opérateurs économiques marocains. L'objectif principal de l'enquête est d'évaluer les mesures douanières ainsi qu'apprécier le niveau d'intervention de l'ADII dans l'amélioration de la qualité des services offerts surtout celles liés à l'assouplissement fiscal et aux délais de dédouanement durant la crise sanitaire.

L'enquête vise de plus, à identifier les défis que les opérateurs ont dû relever pendant la période de la crise sanitaire et évaluer l'efficacité des mesures et stratégies adoptées en vigueur par la douane pour soutenir les entreprises impactées durant cette même période.

1. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

Le contact avec les opérateurs nationaux a été effectué principalement par courrier, téléphone et des entretiens directs avec des responsables d'entreprises opérant dans plusieurs secteurs d'activité. Sur la base des données de la partie théorique, un questionnaire a été élaboré, en se basant sur différents types de question (question ouvertes, questions fermées, questions à choix multiples...), les questions ont été formulées afin d'avoir une multitude de réponses variées dans l'objectif de se rapprocher du terrain et ne pas rester seulement dans le cadre théorique en se basant sur les expériences vécues par les professionnels. La réalisation de l'enquête a été faite par le contact avec 20 transitaires et 20 entreprises qui ont répondu au questionnaire.

Les questions posées ayant pour objectif l'analyse de l'appréciation des opérateurs nationaux vis-à-vis des allègements douaniers mises en vigueur par la douane depuis le début de la crise sanitaire et leurs efficacités pour soutenir les entreprises en activité.

Les questions relatives à l'appréciation des allègements douaniers ont été focalisées sur :

- La simplicité de la procédure d'adhésion au paiement électronique.
- Le délai de dédouanement des marchandises pendant la crise sanitaire.
- Les problèmes liés aux contrôles physiques de la marchandise.
- L'assouplissement des Régimes Economiques en Douane.
- Les réformes douanières effectuées et leurs rôles dans la promotion des entreprises.
- L'efficacité des innovations douanières en matière de digitalisation et son impact sur le délai de dédouanement.
- L'importance de lancement d'une nouvelle plateforme digitale telle que- Diw@nati.
- La facilité pour l'obtention de la main levée à domicile.
- L'amélioration du suivi des comptes en régime économique.
- L'amélioration de la gestion du système des cautions.
- La dématérialisation des documents nécessaires au dédouanement.
- L'efficacité de l'informatisation des recours aux autres services pour faciliter le dédouanement.
- L'appréciation du niveau des abattements en termes d'amendes et d'intérêts de retard.
- Les mesures fiscales douanières et leurs importances sur la trésorerie des entreprises.

Toutes ces questions s'articulent autour des principaux axes suivants :

- ✓ L'intégration du paiement électronique des créances douanières.
- ✓ L'assouplissement pour la régularisation des comptes RED.
- ✓ Dématérialisation du circuit de dédouanement.
- ✓ Mesures fiscales douanières.
- ✓ Qualité de service : accueil et communication.

L'exploitation des questionnaires sera faite en premier lieu par le rassemblement des différentes données collectées durant l'enquête et en deuxième lieu par l'analyse de la relation douane-entreprise en introduisant des réflexions et des recommandations pouvant répondre aux différentes attentes des opérateurs marocain.

2. RESULTATS ET DEDUCTIONS :

- ✓ L'intégration paiement électronique des créances douanières.

Dans le but de dématérialisation des flux financiers et l'amélioration des modes de paiement automatique, la douane a mis en place un système de paiement multicanal.

Dans ce sens, une question a été posée qu'avait comme objectif selon le questionnaire à savoir le degré de satisfaction des utilisateurs de ce service. La majorité écrasante des interrogés (plus de 90%) sont très satisfaits de ce service. Car ils considèrent que ce mode de paiement leurs permis de régler leurs créances douanières d'une manière rapide et dans les brefs délais sans déplacement aux guichets douanier, surtout en période de la crise sanitaire, en bénéficiant d'un large choix des canaux de paiement en vue d'accélérer le processus et en réduire le délai, ce qui améliore le paiement des créances en quelques clics et fluidifier le passage des marchandises en douane. On ajoute aussi que selon les interrogés, le contexte pandémique était un facteur important pour le choix de ce service, donc cela peut nous expliquer la hausse spectaculaire du taux de perception des recettes douanières par voie électronique qui a atteint les 95% en 2020 contre 12% l'année précédente.

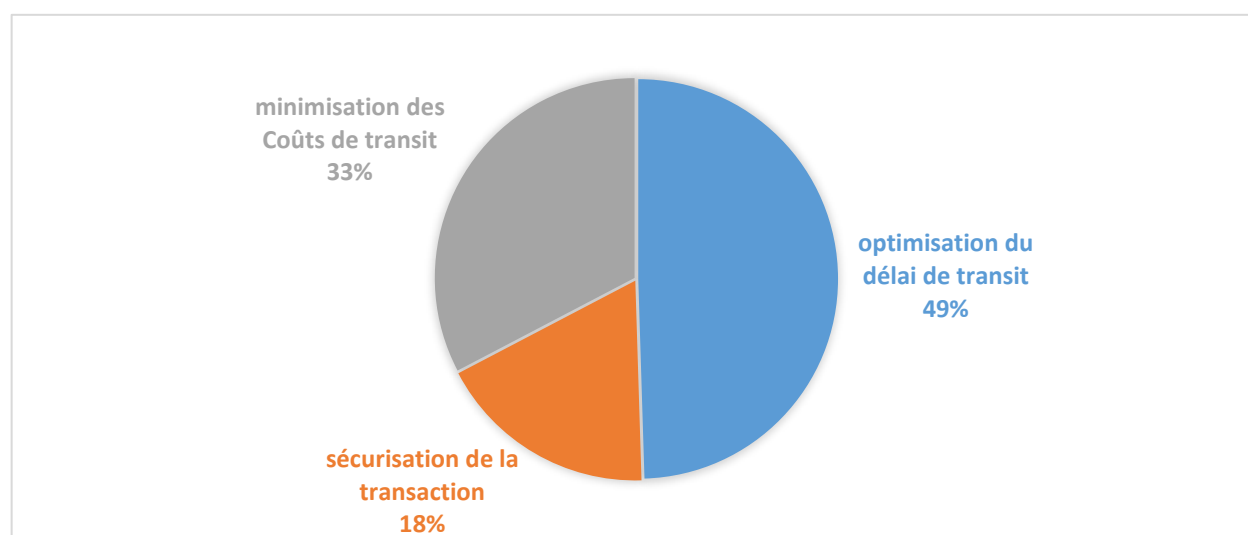


Figure. 4 L'importance de l'intégration de paiement électronique des créances douanières

Source : ma conception

- ✓ *L'assouplissement pour la régularisation des comptes RED ;*

Plus que la moitié des interrogés (65%) ont déclaré que les allègements mis en vigueur par la douane réponds parfaitement à leurs besoins précisément les entreprises qui ont des comptes souscrits sous les régimes économiques de l'admission temporaire pour perfectionnement actif, de l'entrepôt industriel franc, de l'admission temporaire et de l'entrepôt privé particulier ayant bénéficiée des abattements importants en termes d'amendes et d'intérêts de retard telle qu'il est définit par la circulaire 6087/313. Pour le reste de réponse (35%) ont déclaré leurs intérêts d'introduire d'autres régimes économiques afin de bénéficier des abattements de ladite circulaire.

✓ *Dématérialisation du circuit de dédouanement :*

La majorité écrasante des interrogés (plus de 90 %) ont rencontré des retards avant la mise en place de la dématérialisation. Cela est expliqué selon les enquêtés à la fois à la durée longue des formalités administratifs, et dans d'autres cas, à cause du délai pour le paiement des droits et taxes et la délivrance de la main levée.

L'objectif de poser cette question est d'interroger les opérateurs sur les effets de la dématérialisation sur le délai de dédouanement en comparant la situation avant et après l'adoption de cette nouvelle démarche.

Malgré la crise sanitaire, la Douane n'a de cesse de faire évoluer ce chantier par la dématérialisation des documents nécessaires au dédouanement. En effet, pas moins de quatre documents nécessaires au dédouanement ont été dématérialisés : les certificats d'origine, les demandes d'arbitrage en matière de valeur, les demandes de franchises douanières et les bons à délivrer. Cette transformation numérique des procédures de dédouanement de la marchandise constitue selon les opérateurs un facteur pour perfectionner les flux des chaînes logistiques.

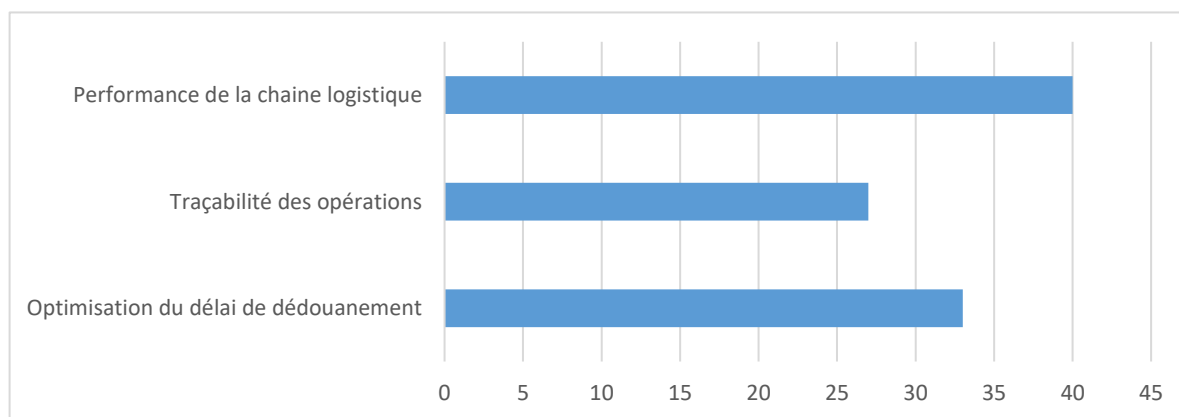


Figure. 5 L'importance de la dématérialisation du circuit de dédouanement

Source : ma conception

✓ *Mesures fiscales douanières :*

Pour ce qui est de la fiscalité douanière, presque 65% des interrogés trouvent que les mesures fiscales douanières adoptées durant la période de la crise sanitaire à soulager leurs trésoreries, surtout pour les industries en plein essor telles celles des pièces de rechange automobiles et accessoires de véhicules. Et cela même pour les entreprises ayant des comptes souscrits sous un régime économique en douane ont bénéficié d'un abattement important en termes d'amendes et d'intérêts de retard pour apurer leurs comptes. Pour le reste des interrogés (35%)

avancent leurs intérêts d'élargir le champ d'application de la circulaire 6087/313 et d'introduire d'autre régimes économiques afin de bénéficier des abattements de ladite circulaire.

✓ *Qualité de service : accueil et communication.*

Les contraintes de la crise sanitaire ont mis en évidence l'importance de l'amélioration de la qualité de service par le recours au digital.

Grâce au niveau atteint en matière de digitalisation de ses processus internes et externes, la douane s'est retrouvée en position confortable face aux contraintes imposées par la pandémie.

La majorité des enquêtés (95%) déclarent que l'ADII est devenu un partenaire à l'entreprise nationale et contribue à travers ses innovations, ses procédures, ses règlements et ses systèmes d'information à l'amélioration de la qualité des services offerts, à la minimisation de coût fiscal et des délais de dédouanement, et ce à cause de ces choix opérés en matière de digitalisation, qui ont permis à la douane de s'adapter et de répondre efficacement aux nouvelles exigences de ce contexte pandémique.

Avec le déploiement de mesures sanitaires limitant les déplacements, des moyens communicationnels ont été déployés, à savoir, les 2 nouveaux services en ligne « Diwanati » et « Bayyan Liya » ; et le Bureau d'Ordre Digital.

La douane a créé un centre de service téléphonique / virtuel pour les opérateurs afin de fournir des conseils et de résoudre les problèmes liés aux procédures de réponse à la crise.

Chiffres clés de l'accueil¹³.

- **Accueil physique** : 9529 visiteurs accueillis à l'Administration Centrale en 2020, contre 20964 l'année précédente (soit -55%).
- **Accueil téléphonique** : 13465 appels reçus en 2020, contre 11856 l'année précédente (+14%).
- **Accueil électronique** : 17192 requêtes reçues en 2020 dont 9718 demandes d'information et 7474 réclamations (+253% par rapport à 2019).

CONCLUSION

La déclaration au Maroc de l'état d'urgence sanitaire suite la pandémie covid-19, a eu des répercussions directes sur l'activité douanière. La difficulté rencontrée par les opérateurs pour souscrire ses déclarations auprès de l'administration n'est qu'une illustration de ces répercussions.

Face à cette situation exceptionnelle, l'ADII était appelée à s'adapter rapidement en prenant la situation des opérateurs dans le contexte de la pandémie covid-19.

Ce travail représente un essai pour la compréhension du rôle de l'ADII dans l'accompagnement des opérations commerciales, et comprendre ainsi son intervention importante dans l'essor au partenariat avec les opérateurs économiques nationaux, dans un contexte économique et fiscal difficile provoquée par la pandémie.

Une enquête a été effectuée pour analyser la problématique étudiée. En effet pour répondre à l'objectif derrière cette recherche, un questionnaire est conçu pour savoir à quel niveau la politique douanière contribue à la minimisation de l'impact global de la crise sanitaire

¹³ : Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.

sur nos économies et nos sociétés. Pour ce faire, les mesures mises en place par la douane ont été analysés via une série de questions. Suite aux résultats obtenus, les opérateurs interrogés sont conscients de l'importance de ces allègements pour l'amélioration de la qualité des services offerts précisément celles liés à l'assouplissement fiscal et aux délais de dédouanement durant la crise sanitaire.

Cependant comme d'autres travaux effectuées, durant la collecte des données, nous avons rencontré des difficultés auprès de certains opérateurs qui ont été réticents à remplir le questionnaire ce qui ne nous a pas permis d'atteindre notre objectif de collecter un maximum des réponses. Ensuite, l'insuffisance du temps est aussi parmi les contraintes rencontrées.

Finalement, Ce qu'on peut proposer à la fin de cette recherche, étant des jeunes chercheurs et selon les attentes des opérateurs. Tout d'abord la réduction du délai de dédouanement des marchandises par la dématérialisation totale des procédures douanières ainsi l'utilisation des moyens technologique performante susceptibles d'assurer une plus grande fluidité des opérations commerciales.

REFERENCES

- Ait Ali A et all., (2020), « La stratégie du Maroc face au COVID-19 », Policy Center for -the New South, https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PP-20-07_LastrategieduMarocFaceAuCovid19.pdf, consulté le 15/09/2021.
- Bouhia, H. (2020). Le Maroc face au covid 19 : agilité, cohésion et innovation. Policy brief. https://www.policycenter.ma/sites/default/files/PB%20-%2020-36%20%28Hynd%20Bouhia%29_0.pdf, consulté le 20/09/2021.
- Code des Douanes et Impôts Indirects (2020).
- Délégation de l'Union européenne au Maroc - Section commerciale, (2020), Note sur les impacts économiques du Covid-19 au Maroc au 26/03/2020.
- Khouilid, M. et Echaoui, A. « Comparaison de l'impact des mesures non tarifaires et des tarifs douaniers appliqués aux exportations marocaines : Les enseignements d'un modèle de gravité », Revue "Repères et Perspectives Economiques" [En ligne], Vol.3, N° 2 / 2 ème semestre 2019, mis en ligne le 12 juillet 2019.
- Rapport d'activité de 2020 publié par l'ADII.
- Saâd Belghazi 'La Réforme Des Douanes Au Maroc : L'efficience Au Service De L'efficacité ', Centre d'études et des recherches Bierut, Lebanon, 02/2004.
- Saâd Belghazi . « Réforme des douanes et bonne gouvernance » Critique économique n° 13 • Été 2004.
- Viviane Laure MAMNO WAFO et all., « Impact de la crise Covid-19 sur l'emploi et les TPME», Note d'orientation politique, (2021), https://www.ilo.org/emppolicy/pubs/WCMS_798699/lang--fr/index.htm.pdf, consulté le 15/09/2021.